

Ce que le gouvernement ne dit pas, les statistiques officielles de l'INSEE le prouvent : un doublement du prix des produits pétroliers n'entraînerait mécaniquement qu'une hausse de 1 à 2% (alors que ce sont 15 % qui sont prévus pour 74). Il oublie aussi de signaler que l'augmentation de l'inflation est un phénomène régulier depuis 10 ans, qui s'est fortement accéléré bien avant la crise du pétrole : moins de 3 % par an de 1964 à 1967, plus de 6 % après 68, 7 % en 72, 9 % en 73 et 15 % pour l'année qui vient.

En fait, ce ne sont ni « les Arabes », ni les travailleurs qui sont responsables de l'inflation. Elle n'est « inévitable » que dans la mesure où les capitalistes se refusent à réduire leur marge de profit.

### ● LE CHOMAGE ? LES LICENCIEMENTS ?

Ils sont dans la logique du système : pas question pour eux de s'opposer aux nécessaires « restructurations industrielles » accélérées par la crise de l'énergie et l'exacerbation de la concurrence internationale. 880 travailleurs sur le carreau à Roussel-Uclaf d'ici 1980, quelques centaines à Rateau, quelques milliers dans l'aéronautique. C'est la note à paver, froidement présentée par le capital. Dans les mois qui viennent, avec le ralentissement de la production, le chômage général va monter dans toute l'Europe et aux Etats-Unis. C'est prévu. Le gouvernement ne cherche pas à l'éviter. Son seul problème est de traverser la tempête dans les meilleures conditions et d'aider les secteurs les plus dynamiques du patronat à en ressortir encore mieux armés pour l'avenir.

Comme dans la plupart des pays d'Europe, le gouvernement français devra affronter une situation difficile : non seulement il aura à faire face à une récession internationale sans ralentissement de l'inflation ; mais en même temps, il devra s'efforcer de maîtriser les effets complexes de la crise du pétrole.

La récession qui se marquera par un fléchissement de la production des principaux pays capitalistes, va porter de sérieux coups à l'équilibre économique et politique de systèmes bourgeois fondés sur l'exaltation de « l'expansion ». Des branches d'industrie entières connaîtront de graves difficultés, comme c'est le cas dès à présent pour certaines firmes de l'automobile. La concurrence inter-capitaliste va s'exacerber car les places seront chères. Dans les mois qui viennent, le nombre de sans-travail va grimper.

La crise du pétrole va donner un coup de pouce à l'inflation, accélérée encore par toutes les spéculations qu'elle alimentées. Dans les pays consommateurs de produits pétroliers, elle va engendrer un déficit de la balance des paiements de plusieurs dizaines de milliards. La bourgeoisie française — comme beaucoup de ses voisines — doit donc essayer de